



RAPPORT DE GESTION

Exercice clos le 28 février 2026

Le rapport qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour l'exercice clos le 28 février 2026. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 28 février 2026 et 28 février 2025. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables utilisées pour dresser ces états financiers consolidés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 14 mai 2026. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « croire », « anticiper », « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes ainsi que dans le présent rapport (voir la rubrique intitulée « Risques susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités »). Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs attendus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries industrielles utilisées dans des applications critiques. Velan fournit des solutions à de nombreux secteurs industriels, notamment ceux de la production d'énergie, du nucléaire, du pétrole et du gaz, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, de la construction navale, de la défense et des technologies à émission de carbone nulles. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 10 usines de fabrication à travers le monde et compte 1 296 employés. Son siège social est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, fabriquer et commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, l'excellence opérationnelle et l'amélioration des marges en demeurant résolument axée sur ses clients, l'accélération de sa croissance grâce à l'intensification de ses efforts dans les marchés clés où la Société se démarque nettement de la concurrence, ainsi que l'amélioration et la modernisation continues de ses systèmes et procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les activités d'exploitation nord-américaines, qui comptent deux usines de fabrication au Canada, ainsi qu'une usine de fabrication et un centre de distribution aux États-Unis. Les

activités d'exploitation importantes de la Société englobent des usines de fabrication en Italie, au Portugal, au Royaume d'Arabie saoudite, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Le réseau de la Société comprend également un service de vente en Allemagne.

RÉSUMÉ FINANCIER DES TROIS DERNIERS EXERCICES

(en dollars américains, à moins d'indication contraire)

IFRS	Pour les exercices clos les		
(en milliers)	28 février 2026	28 février 2025	29 février 2024
Résultats d'exploitation des activités poursuivies			
Chiffre d'affaires	296 405	295 196	258 652
Marge brute	81 092	84 917	54 630
Résultat net (perte nette) ¹	15 310	(67 246)	(31 969)
Résultat net (perte nette) par action — de base et diluée	0,71	(3,12)	(1,48)
Flux de trésorerie des activités poursuivies			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant variation nette des provisions	(15 719)	23 961	13 714
Situation financière			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	53 354	34 872	36 445
Total des actifs	346 607	501 966	479 393
Dette à long terme, incluant la partie à court terme	18 225	16 203	28 777
Capitaux propres			
Dividendes en espèces par action ² (en \$ CA)			
Actions à droits de vote multiple	0,53	0,03	0,03
Actions à droit de vote subalterne	0,53	0,03	0,03
Nombre d'actions en circulation à la date de clôture			
Actions à droits de vote multiple	15 566 567	15 566 567	15 566 567
Actions à droit de vote subalterne	6 019 068	6 019 068	6 019 068

HORS IFRS	Pour les exercices clos les		
(en milliers)	28 février 2026	28 février 2025	29 février 2024
BAIIA ajusté ³	20 674	27 470	2 126
Résultat net (perte nette) ajusté(e) ³	890	6 600	(15 653)
Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action — de base et dilué(e)	0,04	0,31	(0,73)

¹ Les termes « résultat net » et « perte nette » s'entendent du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Comprend un dividende spécial de 0,30 \$ CA par action.

³ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — vous trouverez plus d'information à la fin du présent rapport.

Carnet de commandes² et nouvelles commandes²

(en milliers)	Au					
	28 février 2026		28 février 2025		29 février 2024	
	\$	%	\$	%	\$	%
Carnet de commandes	283 290		274 877		283 647	
Livraisons au cours des 12 prochains mois	216 709	76,5 %	225 662	82,1 %	259 662	91,5 %
Livraisons dans les 12 à 24 mois	66 581	23,5 %	44 183	16,1 %	13 757	4,9 %
Livraisons dans les 24 à 36 mois	0	0,0 %	0	0,0 %	10 228	3,6 %
Livraisons dans plus de 36 mois	0	0,0 %	5 032	1,8 %	0	0,0 %
Nouvelles commandes	295 039		292 505		288 681	

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2026¹ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (sauf indication contraire)

La Société est satisfaite de sa performance globale pour l'exercice 2026, compte tenu d'un environnement opérationnel marqué par l'incertitude économique découlant des tarifs douaniers, du conflit en cours au Moyen-Orient et de l'intensification des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale. Ces facteurs ont eu des effets défavorables sur la Société à plusieurs égards, notamment en entraînant des retards dans les nouvelles commandes et les livraisons, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et sur la rentabilité.

MESURES IFRS, Y COMPRIS LES TRANSACTIONS IMPORTANTES (voir plus bas)

- Chiffre d'affaires de 296,4 millions de dollars pour l'exercice 2026, en hausse de 1,2 million de dollars, soit 0,4 %, par rapport à l'exercice précédent. La variation traduit essentiellement une hausse des expéditions des opérations indiennes, chinoises et coréennes, en partie contrebalancée par la constatation, lors de l'exercice 2025, de revenus non récurrents de 5,2 millions de dollars des opérations allemandes.
- Marge brute de 81,1 millions de dollars pour l'ensemble de l'exercice, contre 84,9 millions de dollars l'an dernier. La variation est attribuable à une composition des ventes moins avantageuse cette année par rapport à l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 27,4 % pour l'exercice 2026, contre 28,8 % lors de l'exercice 2025.
- Résultat d'exploitation de 1,6 million de dollars, comparativement à une perte opérationnelle de 82,3 millions de dollars l'an dernier.
- Résultat net de 15,3 millions de dollars, soit 0,71 \$ par action, comparativement à une perte nette de 67,2 millions de dollars, ou une perte de 3,12 \$ par action, un an auparavant.
- En incluant les activités abandonnées, le résultat net s'est chiffré à 73,9 millions de dollars, soit 3,42 \$ par action, comparativement à une perte nette de 75,7 millions de dollars, soit une perte de 3,50 \$ par action, lors du précédent exercice.
- Trésorerie et équivalents de trésorerie de 53,4 millions de dollars de dollars à la clôture de l'exercice 2026, en hausse par rapport à 34,9 millions de dollars un an plus tôt, ce qui traduit une amélioration du recouvrement des créances d'exploitation. Conjointement avec des facilités de crédit disponibles de 49,2 millions de dollars, le montant total des liquidités s'élevait à 102,6 millions de dollars.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

- Carnet de commandes² de 283,3 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2026, dont une tranche de 76,5 % est livrable d'ici les 12 prochains mois, en hausse par rapport à 274,5 millions de dollars un an auparavant.

¹ Tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — vous trouverez plus d'information à la fin du présent rapport.

- Nouvelles commandes² de 295,0 millions de dollars pour l'exercice, en hausse de 0,9 % par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation traduit une hausse des nouvelles commandes des opérations italiennes, en partie contrebalancée par une réduction des nouvelles commandes des opérations allemandes et chinoises après avoir enregistré un flux de commandes élevées lors du précédent exercice.
- BAIIA ajusté² de 20,7 millions de dollars pour l'exercice 2026, comparativement à un BAIIA ajusté de 27,5 millions de dollars lors de l'exercice 2025. The decrease is attributable to lower gross profit and higher administration costs.
- Résultat net ajusté² de 0,9 million de dollars pour l'exercice 2026, comparativement à un résultat net ajusté de 6,6 millions de dollars lors de l'exercice 2025.

PERSPECTIVES

Compte tenu des commandes de 216,7 millions de dollars devant être livrées au cours des 12 prochains mois, représentant 76,5 % d'un carnet de commandes total de 283,3 millions de dollars, et malgré l'incertitude actuelle sur les plans géopolitique et commercial, la Société s'attend à générer une meilleure performance opérationnelle pour l'exercice 2027, appuyée par des efforts plus ciblés et une maîtrise des coûts. La Société a confiance en sa capacité d'obtenir d'autres nouvelles commandes ¹ puisque l'activité commerciale dans ses principaux marchés demeure robuste, portée par d'excellentes perspectives, notamment dans les secteurs du nucléaire et de la défense, et dans l'industrie pétrolière et gazière. La direction continuera à suivre de près la situation mondiale, notamment l'accroissement des tensions géopolitiques et l'incertitude macroéconomique dans un contexte de multiplication des conflits commerciaux à travers le monde qui pourraient retarder l'obtention et la livraison de certains projets.

La situation financière de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 53,4 millions de dollars et une situation de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire, de 41,5 millions de dollars au 28 février 2026. La Société continuera à gérer rigoureusement son fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations pour favoriser la génération de flux de trésorerie.

De plus, même si, selon la direction, la Société pourra contrer certains risques grâce à la solidité de sa situation financière, rien ne garantit que des facteurs économiques et géopolitiques extérieurs n'auront pas d'incidences défavorables sur les résultats d'exploitation de la Société ou sur sa situation financière. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, la situation au Moyen-Orient, les tarifs sur les importations, les fluctuations des taux de change, plus particulièrement ceux du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar américain, les fluctuations des prix des produits de base, tant du point de vue de l'approvisionnement (prix de l'acier) que du point de vue des ventes (prix du pétrole). Veuillez consulter la rubrique intitulée « Risques susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités » pour plus de détails.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (sauf indication contraire)

MESURES IFRS

- Chiffre d'affaires de 84,9 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars, soit 2,1 %, par rapport au trimestre correspondant du précédent exercice.
- Marge brute de 17,6 millions de dollars, soit 20,7 % du chiffre d'affaires, contre 19,8 millions de dollars, ou 23,8 % du chiffre d'affaires, l'an dernier.
- Perte d'exploitation de 0,8 million de dollars, comparativement à une perte d'exploitation de 18,6 millions de dollars un an plus tôt.
- Perte nette de 3,9 millions de dollars, soit une perte de 0,18 \$ par action, contre une perte nette de 16,1 millions de dollars, ou une perte de 0,74 \$ par action, lors du précédent exercice.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

- Nouvelles commandes de 73,7 millions de dollars, en hausse par rapport à 62,0 millions de dollars un an auparavant.

- Perte nette ajustée de 2,0 millions de dollars, comparativement à une perte nette ajustée de 4,9 millions de dollars l'an dernier.
- Perte nette ajustée par action de 0,09 \$, comparativement à une perte nette ajustée par action de 0,23 \$ un an plus tôt.
- BAIIA ajusté de 4,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 3,6 millions de dollars lors du précédent exercice.

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2026 DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (sauf indication contraire)

MESURES IFRS, Y COMPRIS LES TRANSACTIONS IMPORTANTES (voir plus bas)

- Chiffre d'affaires de 296,4 millions de dollars, en hausse de 1,2 million de dollars, soit 0,4 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent.
- Marge brute de 81,1 millions de dollars, soit 27,4 % du chiffre d'affaires, contre 84,9 millions de dollars, ou 28,8 % du chiffre d'affaires l'an dernier.
- Résultat d'exploitation de 1,6 million de dollars, comparativement à une perte d'exploitation de 82,3 millions de dollars un an plus tôt.
- Résultat net de 15,3 millions de dollars, soit 0,71 \$ par action, comparativement à une perte nette de 67,2 millions de dollars, ou une perte de 3,12 \$ par action, un an auparavant.
- En incluant les activités abandonnées, le résultat net s'est chiffré à 73,9 millions de dollars, soit 3,42 \$ par action, comparativement à une perte nette de 75,5 millions de dollars, soit une perte de 3,50 \$ par action, lors du précédent exercice.
- Trésorerie et équivalents de trésorerie de 53,4 millions de dollars à la clôture de l'exercice 2026, contre 34,9 millions de dollars douze mois plus tôt.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

- Carnet de commandes de 283,3 millions de dollars, en hausse de 8,4 millions de dollars par rapport à 274,9 millions de dollars à la clôture du précédent exercice.
- Nouvelles commandes de 295,0 millions de dollars, en hausse de 2,5 millions de dollars par rapport à 292,5 millions de dollars l'an dernier.
- Résultat net ajusté de 0,9 million de dollars, contre un résultat net ajusté de 6,6 millions de dollars lors du précédent exercice.
- Résultat net ajusté par action de 0,04 \$, comparativement à un résultat net ajusté par action de 0,31 \$ un an auparavant.
- BAIIA ajusté de 20,7 millions de dollars pour l'exercice 2026, contre 27,5 millions de dollars un an plus tôt.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars américains)

IFRS	Trimestres clos les			Exercices clos les		
	28 février 2026	28 février 2025	Variation	28 février 2026	28 février 2025	Variation
<i>(en milliers)</i>						
Des activités poursuivies						
Chiffre d'affaires	84 905 \$	83 198 \$	1 707 \$	296 405 \$	295 196 \$	1 209 \$
Marge brute	17 614	19 830	(2 216)	81 092	84 917	(3 825)
Frais d'administration	18 856	20 255	(1 399)	69 003	68 603	400
Frais de restructuration	2 245	19 111	(16 866)	9 614	100 412	(90 798)
Autres charges (produits)	(2 679)	(957)	1 722	841	(1 833)	(2 674)
Résultat (perte) d'exploitation	(808)	(18 579)	17 771	1 634	(82 265)	83 899
Résultat net (perte nette) ¹	(3 852)	(16 056)	12 204	15 310	(67 246)	82 556
Résultat net (perte nette) des activités abandonnées	-	3 636	(3 636)	58 599	(8 254)	66 853
Résultat net (perte nette)	(3 852)	(12 420)	8 568	73 909	(75 500)	149 409
<i>(en pourcentage du chiffre d'affaires)</i>						
Marge brute des activités poursuivies	20,7 %	23,8 %	(310 pdb)	27,4 %	28,8 %	(140 pdb)
<i>(en dollars par action)</i>						
Résultat net (perte nette) par action des activités poursuivies - de base et dilué(e)	(0,18)	(0,74)	0,56	0,71	(3,12)	3,83
Résultat net (perte nette) par action des activités abandonnées - de base et dilué(e)	-	0,17	(0,17)	2,71	(0,38)	3,09
Résultat net (perte nette) par action - de base et dilué(e)	(0,18)	(0,57)	0,39	3,42	(3,50)	6,92

HORS IFRS	Trimestres clos les			Exercices clos les		
	28 février 2026	28 février 2025	Variation	28 février 2026	28 février 2025	Variation
<i>(en milliers)</i>						
Des activités poursuivies						
BAIIA ajusté ²	3 994 \$	3 620 \$	374 \$	20 674 \$	27 470 \$	(6 796 \$)
Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	(2 002)	(4 899)	2 897	890	6 600	(5 710)
Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action - de base et dilué(e)	(0,09)	(0,23)	0,14	0,04	0,31	(0,27)

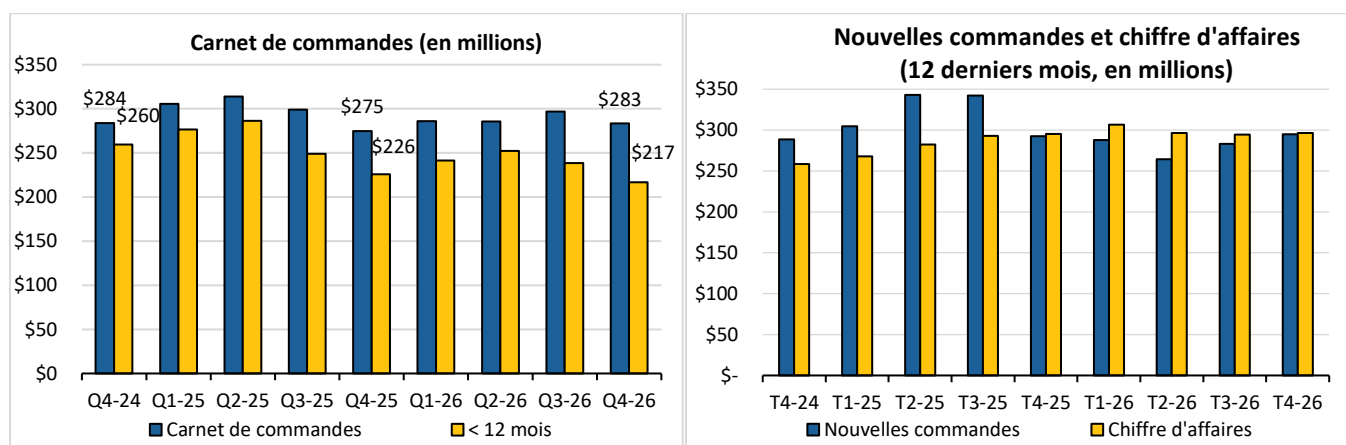
Carnet de commandes

	Au			
	28 février 2026		28 février 2025	
<i>(en milliers)</i>	\$	%	\$	%
Carnet de commandes des activités poursuivies	283 290		274 877	
Livraisons au cours des 12 prochains mois	216 709	76,5 %	225 662	82,1 %
Livraisons dans 12 à 24 mois	66 581	23,5 %	44 183	16,1 %
Livraisons dans 24 à 36 mois	0	0,0 %	0	0,0 %
Livraisons dans plus de 36 mois	0	0,0 %	5 032	1,8 %

¹ Le résultat net (la perte nette) représente le résultat net (la perte nette) attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport.

Au 28 février 2026, le carnet de commandes des activités poursuivies s'élevait à 283,3 millions de dollars, en hausse de 8,4 millions de dollars, soit 3,1 %, par rapport à 274,9 millions de dollars un an plus tôt. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 10,1 millions de dollars sur la valeur du carnet de commandes au cours de l'exercice en raison principalement du raffermissement de l'euro par rapport au dollar américain. En excluant les fluctuations des taux de change, le carnet de commandes est resté relativement stable, ce qui reflète des nouvelles commandes d'une valeur globalement comparable à celle des expéditions effectuées au cours de l'exercice. Au 28 février 2026, 76,5 % du carnet de commandes, représentant des commandes d'une valeur de 216,7 millions de dollars, était livrable au cours des 12 prochains mois, contre 82,1 % du carnet de commandes lors du précédent exercice. Cette évolution du calendrier de livraison s'explique par l'obtention d'un nombre croissant de contrats à long terme pour les secteurs du nucléaire et de la défense.



Nouvelles commandes

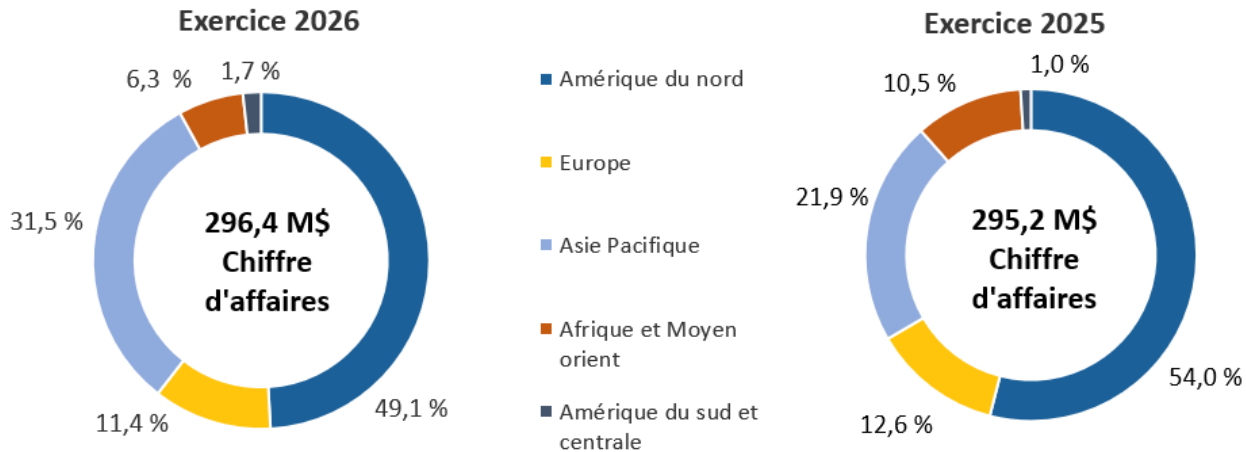
(en milliers)	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
Nouvelles commandes des activités poursuivies	73 713 \$	62 032 \$	295 039 \$	292 505 \$

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, les nouvelles commandes des activités poursuivies se sont chiffrées à 73,7 millions de dollars, comparativement à des nouvelles commandes de 62,0 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2025. La variation est attribuable à une hausse des nouvelles commandes en Amérique du Nord dans le secteur du nucléaire et de celles générées par les activités d'entretien, de réparation et de révision, de même que par une hausse des nouvelles commandes enregistrées par les opérations de la Société en Inde. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une réduction des nouvelles commandes enregistrées par les opérations allemandes. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact négligeable sur la valeur des nouvelles commandes pour le trimestre.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, les nouvelles commandes des activités poursuivies ont atteint 295,0 millions de dollars, en progression de 2,5 millions de dollars, soit 0,9 %, par rapport à l'exercice précédent. La progression reflète une hausse des nouvelles commandes des activités italiennes, en partie contrebalancée par une baisse des nouvelles commandes des opérations allemandes et chinoises après avoir obtenu un flux de commandes robustes lors du précédent exercice. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 2,2 millions de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour l'exercice.

Chiffre d'affaires

Répartition du chiffre d'affaires des activités poursuivies selon l'emplacement géographique des clients



Le chiffre d'affaires des activités poursuivies a atteint 84,9 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2026, une progression de 1,7 million de dollars, soit 2,1 %, par rapport à la même période l'an dernier. La variation traduit une augmentation des expéditions des opérations nord-américaines, chinoises et indiennes, en partie contrebalancée par une baisse des expéditions des opérations italiennes en raison de changements aux calendriers de livraison de clients. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 3,0 millions de dollars sur le chiffre d'affaires du trimestre.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, le chiffre d'affaires des activités poursuivies s'est élevé à 296,4 millions de dollars, en hausse de 1,2 million de dollars, ou 0,4 %, par rapport à l'exercice précédent. La variation traduit principalement une augmentation des expéditions des opérations indiennes, chinoises et coréennes, en partie contrebalancée par la constatation, lors de l'exercice 2025, de revenus non récurrents de 5,2 millions de dollars des opérations allemandes. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 5,2 millions de dollars sur le chiffre d'affaires de l'exercice.

Marge brute

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, la marge brute des activités poursuivies s'est établie à 17,6 millions de dollars, comparativement à 19,8 millions de dollars un an auparavant. La variation est attribuable à une composition du chiffre d'affaires moins avantageuse cette année par rapport à l'an dernier. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 0,5 million de dollars sur la marge brute du trimestre. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 20,7 %, contre 23,8 % douze mois plus tôt.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, la marge brute des activités poursuivies s'est chiffrée à 81,1 millions de dollars, contre 84,9 millions de dollars lors du précédent exercice. La variation est principalement attribuable aux facteurs susmentionnés. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 1,0 million de dollars sur la marge brute de l'exercice. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 27,4 %, comparativement à 28,8 % lors du précédent exercice.

Frais d'administration

Les frais d'administration des activités poursuivies ont totalisé 18,9 millions de dollars, soit 22,2 % du chiffre d'affaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 20,3 millions de dollars, ou 24,3 % du chiffre d'affaires, l'an dernier. La baisse est principalement attribuable à une diminution de la charge de rémunération et à l'incidence hors trésorerie l'an dernier d'une hausse importante de la valeur boursière des actions de la Société sur son régime de rémunération incitative à long terme.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, les frais d'administration des activités poursuivies se sont élevés à 69,0 millions de dollars, soit 23,3 % du chiffre d'affaire, comparativement à 68,6 millions de dollars, ou 23,2 % du chiffre d'affaires, lors de l'exercice 2025. La légère augmentation est attribuable à une hausse des honoraires professionnels et des commissions de vente, en partie contrebalancée par des initiatives de réduction de coûts et à l'incidence hors trésorerie l'an dernier d'une hausse importante de la valeur boursière des actions de la Société sur son régime de rémunération incitative à long terme.

Frais de restructuration

Pour le trimestre clos le 28 février 2026, les frais de restructuration se sont chiffrés à 2,2 millions de dollars, dont 1,5 million de dollars de coûts liés aux transactions dans le cadre de la vente proposée des actions de Holding Velan à Birch Hill Equity Partners Management Inc. (« Birch Hill »), ainsi qu'un ajustement final des coûts liés à l'amiante. Au cours du trimestre clos le 28 février 2025, les frais de restructuration s'étaient élevés à 19,1 millions de dollars, dont 2,5 millions de dollars de coûts liés à l'amiante et 16,6 millions de dollars de coûts liés aux transactions.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, la Société a engagé des frais de restructuration de 9,6 millions de dollars constitués de coûts liés aux transactions. Lors de l'exercice 2025, la Société avait engagé des frais de restructuration de 100,4 millions de dollars, dont 76,2 millions de dollars de coûts liés à l'amiante et 24,2 millions de dollars de coûts liés aux transactions.

BAIIA¹ et BAIIA ajusté¹

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, la Société a déclaré un BAIIA des activités poursuivies de 1,7 million de dollars, comparativement à un montant négatif de 15,5 millions de dollars pour la même période un an auparavant. En excluant les frais de restructuration, le BAIIA ajusté des activités poursuivies s'est élevé à 4,0 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2026, comparativement à 3,6 millions de dollars un an plus tôt. Cette augmentation reflète une hausse des autres produits, principalement attribuable à des fluctuations favorables des devises, et une baisse des frais d'administration, en partie contrebalancées par une diminution de la marge brute.

Pour l'exercice 2026, le BAIIA des activités poursuivies s'est établi à 11,1 millions de dollars, comparativement à un montant négatif de 73,1 millions de dollars lors du précédent exercice. En excluant les frais de restructuration, le BAIIA ajusté des activités poursuivies pour l'exercice 2026 se chiffre à 20,7 millions de dollars, contre 27,5 millions de dollars lors de l'exercice 2025. Le recul est attribuable à une diminution de la marge brute et une hausse des frais d'administration.

Charges financières (produits financiers)

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, les charges financières des activités poursuivies se sont chiffrées à 0,7 million de dollars, comparativement à des produits financiers de 1,2 million de dollars l'an dernier. La variation traduit une réévaluation l'an dernier d'une participation minoritaire et une diminution des produits financiers en raison d'une baisse des taux d'intérêt.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, les charges financières des activités poursuivies se sont élevées à 1,6 million de dollars, comparativement à des produits financiers de 0,3 million de dollars un an auparavant. La variation traduit les facteurs susmentionnés.

Impôt (recouvrement d'impôt) sur le résultat

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, la charge d'impôt sur le résultat des activités poursuivies s'est élevée à 2,4 millions de dollars, comparativement à un recouvrement d'impôt sur le résultat de 0,6 million de dollars un an plus tôt. La variation traduit une hausse du BAIIA cette année par rapport à l'exercice précédent, et un recouvrement d'impôt sur le résultat de 3,5 millions de dollars l'an dernier, reflétant la constatation d'actifs d'impôt différé qui

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport.

n'avaient pas été comptabilisés auparavant et qui devaient être utilisés pour compenser le passif fiscal résultant de la cession des filiales françaises.

Pour l'exercice 2026, le recouvrement d'impôt sur le résultat des activités poursuivies s'est élevé à 15,1 millions de dollars, comparativement à un recouvrement d'impôt sur le résultat de 14,6 millions de dollars l'an dernier. L'exercice 2026 comprend un recouvrement d'impôt ponctuel de 23,1 millions de dollars lié à la cession des filiales françaises au premier trimestre. L'exercice 2025 comprenait un recouvrement d'impôt sur le résultat de 20,2 millions de dollars reflétant les actifs d'impôt différé liés à la constatation d'actifs d'impôt différé qui n'avaient pas été comptabilisés auparavant et ont été utilisés pour compenser le passif fiscal résultant de la cession des filiales françaises.

Résultat net (perte nette) et Résultat net (perte nette) ajusté(e)

Au quatrième trimestre de l'exercice 2026, la perte nette des activités poursuivies s'est établie à 3,9 millions de dollars, soit une perte de 0,18 \$ par action, comparativement à une perte nette de 16,1 millions de dollars, ou 0,74 \$ par action un an plus tôt. La perte nette ajustée des activités poursuivies pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 s'est chiffrée à 2,0 millions de dollars, soit une perte de 0,09 \$ par action, contre une perte nette ajustée de 4,9 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action, lors de la même période de l'exercice précédent. La variation est attribuable à une augmentation du BAIIA ajusté et à une baisse de la charge d'impôt, en excluant les éléments ponctuels du précédent exercice.

Le résultat net des activités abandonnées s'est chiffré à 3,6 millions de dollars, soit un résultat net de 0,17 \$ par action, au quatrième trimestre de l'exercice 2025.

Par conséquent, la perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2026 s'est établie à 3,9 millions de dollars, soit une perte de 0,18 \$ par action, comparativement à une perte nette de 12,4 millions de dollars, ou une perte de 0,57 \$ par action, au quatrième trimestre de l'exercice 2025.

Pour l'ensemble de l'exercice 2026, le résultat net des activités poursuivies s'est élevé à 15,3 millions de dollars, soit un résultat net de 0,71 \$ par action, comparativement à une perte nette de 67,2 millions de dollars, ou une perte nette de 3,12 \$ par action, lors de l'exercice 2025. Le résultat net ajusté des activités poursuivies s'est établi à 0,9 million de dollars, soit un résultat net de 0,04 \$ par action, pour l'exercice 2026, contre un résultat net ajusté de 6,6 millions de dollars, ou un résultat net de 0,31 \$ par action, lors de l'exercice 2025. La variation est attribuable à une diminution du BAIIA ajusté.

Le résultat net des activités abandonnées s'est chiffré à 58,6 millions de dollars, soit un résultat net de 2,71 \$ par action, pour l'exercice 2026, comparativement à une perte nette des activités abandonnées de 8,3 millions de dollars, ou une perte nette de 0,38 \$ par action, lors de l'exercice 2025.

Par conséquent, le résultat net pour l'exercice 2026 s'élève à 73,9 millions de dollars, soit un résultat net de 3,42 \$ par action, comparativement à une perte nette de 75,5 millions de dollars, ou une perte nette de 3,50 \$ par action, lors du précédent exercice.

Activités abandonnées

Les produits et les charges, les gains et les pertes liés à l'abandon du groupe de cession ont été soustraits du résultat net des activités poursuivies de la Société et sont présentés sur une ligne distincte dans l'état des résultats consolidés.

Les résultats des activités abandonnées pour l'exercice clos le 28 février 2026, comprennent un gain de 95,8 millions de dollars sur la cession des filiales françaises Velan SAS et Segault, de même que la constatation d'un écart de conversion cumulé de 12,5 millions de dollars. Les détails sont les suivants :

	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
(en milliers)	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	-	34 844	4 764	95 778
Coût des ventes	-	20 057	3 127	58 640
Marge brute	-	14 787	1 637	37 138
Frais d'administration	-	5 949	1 782	21 801
Gain sur la cession de SAS et Segault	-	-	(95 824)	-
Reclassement d'écart de conversion lié aux activités abandonnées de filiales à l'étranger	-	-	12 456	-
Autres charges (produits)	-	(886)	782	21
Résultat (perte d'exploitation)	-	9 724	82 441	15 316
Charges financières — montant net	-	36	(128)	(82)
Résultat (perte) avant impôts	-	9 688	82 569	15 398
Charge d'impôt sur le résultat	-	6 052	23 970	23 652
Résultat net (perte nette) de la période	-	3 636	58 599	(8 254)

TRANSACTIONS IMPORTANTES

(en dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le 14 janvier 2026, la Société a annoncé que son actionnaire majoritaire, Velan Holding Co. Ltd. (« Velan Holding »), unique porteur des actions à droit de vote multiple de la Société, a convenu de vendre ses 15 566 567 actions à droit de vote multiple (qui représentent environ 72,1 % des actions en circulation de la Société et 92,8 % de l'ensemble des droits de vote qui y sont rattachés) et une action à droit de vote subalterne à des fonds gérés par Birch Hill, au prix de 13,10 \$ CA par action, pour un produit brut total revenant à Holding Velan et à deux autres entités ayant des liens avec des actionnaires de Holding Velan de 203 922 040,80 \$ CA (l'« Opération Holding Velan »). Dans le cadre d'une restructuration préalable à la clôture, Holding Velan, entre autres choses, convertira 2 290 075 actions à droit de vote multiple en un nombre identique d'actions à droit de vote subalterne. Par conséquent, compte tenu de cette restructuration préalable à la clôture, 13 276 492 actions à droit de vote multiple et 2 290 076 actions à droit de vote subalterne seront vendues à Birch Hill à la clôture de l'Opération Holding Velan (ce qui représente environ 72,1 % des actions en circulation de la Société et 91,9 % de l'ensemble des droits de vote qui y sont rattachés) (collectivement, les « Actions visées par l'Opération Holding Velan »).

La clôture de l'Opération Holding Velan devrait avoir lieu au cours du premier semestre de 2026, sous réserve de l'obtention de certaines approbations réglementaires ainsi que de la satisfaction d'autres conditions de clôture usuelles. La réalisation de l'Opération Holding Velan n'est pas assujettie à une condition de financement ni à l'approbation des actionnaires de la Société.

Tel qu'annoncé, la Société a accepté de suspendre la déclaration des paiements de dividendes jusqu'à la clôture, les dividendes ordinaires devant ensuite reprendre, dans la mesure où, si et quand ils seront déclarés par le conseil d'administration.

La Société a finalisé la cession de ses obligations liées à l'amiante le 3 avril 2025, ce qui a permis d'éliminer définitivement du bilan de Velan Inc. tous les passifs et obligations liés à l'amiante et d'indemniser la Société pour tous les passifs liés à l'amiante.

La Société a également finalisé la vente de 100 % du capital social et des droits de vote rattachés aux titres de ses filiales françaises le 31 mars 2025, pour une contrepartie totale de 208,2 millions de dollars (192,5 millions d'euros), comprenant une tranche en espèces de 184,1 millions de dollars (170,0 millions d'euros).

Du fait de la vente des activités françaises, le bilan consolidé au 28 février 2025 a été ajusté pour présenter le groupe de cession comme un actif détenu en vue de la vente, et les états des résultats et les flux de trésorerie consolidés

ont été ajustés rétrospectivement pour présenter uniquement les résultats des activités poursuivies. Un gain de 95,8 millions de dollars a été comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2026 et la vente a également donné lieu à la constatation d'un écart de conversion cumulé d'un montant négatif de 12,5 millions de dollars. Ces montants ont été comptabilisés dans les résultats des activités abandonnées.

SOMMAIRES DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos pour les activités poursuivies :

<i>(en milliers, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos							
	Février 2026	Novembre 2025	Août 2025	Mai 2025	Février 2025	Novembre 2024	Août 2024	Mai 2024
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	84 905 \$	71 660 \$	67 611 \$	72 229 \$	83 198 \$	73 404 \$	77 696 \$	60 898 \$
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(3 852)	2 996	(1 660)	17 826	(16 056)	(47 835)	(1 168)	(2 187)
par action - de base et dilué(e)	(0,18)	0,14	(0,08)	0,83	(0,74)	(2,22)	(0,05)	(0,10)
Résultat net (perte nette) des activités abandonnées	-	-	(780)	59 379	3 636	(14 262)	1 289	1 083
par action - de base et dilué(e)	-	-	(0,03)	2,70	0,17	(0,66)	0,06	0,05
Résultat net (perte nette) par action - de base et dilué(e)	(3 852)	2 996	(2 440)	77 205	(12 420)	(62 097)	121	(1 104)
par action - de base et dilué(e)	(0,18)	0,14	(0,11)	3,58	(0,57)	(2,88)	0,01	(0,05)
BAIIA ajusté des activités poursuivies	3 994	9 542	3 358	3 780	3 620	14 260	6 746	2 846
Résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités	(2 002)	3 955	(1 153)	90	(4 899)	8 502	2 754	242
par action - de base et dilué(e)	(0,09)	0,18	(0,05)	0,00	(0,23)	0,39	0,13	0,01

SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

Au 28 février 2026, le total des actifs s'élevait à 346,6 millions de dollars, en baisse par rapport à 502,0 millions de dollars au 28 février 2025.

Les actifs courants se chiffraient à 285,1 millions de dollars au 28 février 2026, en recul par rapport à 418,9 millions de dollars un an plus tôt. La variation traduit la cession d'actifs détenus en vue de la vente d'un montant de 176,8 millions de dollars, en partie contrebalancée par une augmentation de 18,5 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, une hausse de 12,8 millions de dollars des créances d'exploitation et une augmentation de 12,2 millions de dollars des stocks.

Les actifs non courants totalisaient 61,5 millions de dollars au 28 février 2026, en recul par rapport à 83,1 millions de dollars l'an dernier. La variation est principalement attribuable à une diminution de 19,8 millions de dollars de la valeur de l'impôt différé à la suite de la vente des filiales françaises.

Passifs

Au 28 février 2026, le total des passifs s'élevait à 164,5 millions de dollars, en baisse par rapport à 403,2 millions de dollars au 28 février 2025.

Les passifs courants se chiffraient à 134,2 millions de dollars au 28 février 2026, en recul par rapport à 374,3 millions de dollars un an auparavant. La diminution est attribuable à une réduction de 143,7 millions de dollars de la provision liée à l'amiante et à la cession de passifs détenus en vue de la vente d'un montant de 110,9 millions de dollars. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une hausse de 9,4 millions de dollars de la dette bancaire et une augmentation de 6,3 millions de dollars des dettes d'exploitation et charges à payer.

Les passifs non courants s'élevaient à 30,3 millions de dollars au 28 février 2026, en hausse par rapport à 28,9 millions de dollars, lors du précédent exercice. La variation traduit essentiellement une augmentation de 1,7 million de dollars des acomptes de clients.

Capitaux propres

Au 28 février 2026, le total des capitaux propres s'élevait à 182,1 millions de dollars, contre 98,7 millions de dollars au 28 février 2025. La variation est attribuable au résultat net de la Société pour l'exercice 2026, qui incluait le gain réalisé à la vente des actifs français, ainsi qu'une diminution de 18,0 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat global.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL — Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit et des flux de trésorerie *(tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire)*

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

	Au 28 février 2026					
<i>(en milliers)</i>	Valeur comptable \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dette à long terme	18 225	3 737	3 160	2 345	12 720	21 962
Obligations locatives à long terme	5 560	1 725	2 544	1 162	455	5 886
Dettes d'exploitation et charges à payer	85 094	85 094	-	-	-	85 094
Acomptes de clients	25 795	20 068	3 087	2 640	-	25 795
Passifs dérivés	130	130	-	-	-	130

Au 28 février 2026, la Société respectait toutes les clauses restrictives liées à ses dettes et à ses facilités de crédit.

À la fin de l'exercice considéré, la Société n'avait aucun engagement d'achat en cours auprès de fournisseurs étrangers échéant à moins d'un an couvert par des lettres de crédit.

Le 28 février 2026, le carnet de commandes ¹ de la Société s'établissait à 283,3 millions de dollars. La Société estime que le montant net de sa trésorerie, sous réserve de certaines restrictions locales sur le contrôle des changes, combiné aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisant pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité, de financer son fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un événement comme un ralentissement marqué de l'économie, une escalade des différends commerciaux ou un conflit n'ait pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

Dans le cadre de la gestion de son risque de liquidité, la Société surveille également la santé financière de ses principaux fournisseurs.

Flux de trésorerie — trimestre et exercice clos le 28 février 2026

(tous les montants sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, à moins d'indication contraire)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivantes :

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
Trésorerie des activités poursuivies au début de la période, montant net	20 223	32 061	32 364	27 283
Des activités poursuivies				
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant la variation nette des provisions	22 320	7 465	(15 719)	23 961
Variation nette des provisions	<u>2 282</u>	<u>(264)</u>	<u>(144 417)</u>	<u>2 564</u>
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	24 602	7 201	(160 136)	26 525
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement excluant le produit de la cession des actifs français	(3 579)	(1 793)	(7 094)	(10 277)
Produit de la cession des actifs français	-	-	<u>182 363</u>	-
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement	(3 579)	(1 793)	175 269	(10 277)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(395)	(3 727)	(8 514)	(9 815)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	<u>641</u>	<u>(1 378)</u>	<u>2 509</u>	<u>(1 352)</u>
Variation nette de la trésorerie des activités poursuivies	21 269	303	9 128	5 081
Variation nette de la trésorerie des activités abandonnées	-	208	8 745	6 354
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	21 269	511	17 873	11 435
Trésorerie des activités poursuivies à la fin de la période, montant net	41 492	32 364	41 492	32 364

Activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 28 février 2026, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation des activités poursuivies avant la variation nette des provisions se sont élevées à 22,3 millions de dollars, contre 7,5 millions de dollars lors de la période correspondante un an plus tôt. L'évolution favorable de la trésorerie est principalement attribuable à des variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour l'exercice clos le 28 février 2026, les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation des activités poursuivies avant la variation nette des provisions se sont chiffrées à 15,7 millions de dollars, comparativement à des entrées de trésorerie de 24,0 millions de dollars lors du précédent exercice. L'évolution défavorable de la trésorerie reflète principalement les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement au cours des neuf premiers mois de l'exercice, en partie contrebalancées par des variations favorables au quatrième trimestre.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établissent comme suit :

<i>(en milliers)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
Créances d'exploitation	3 658	(783)	(9 198)	7 739
Stocks	8 132	13 399	(9 197)	(11 319)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(596)	224	158	490
Acomptes et charges payées d'avance	833	277	506	1 865
Dettes d'exploitation et charges à payer	9 798	6 052	4 955	28 774
Impôt sur le résultat à payer	(172)	1 197	(1 255)	2 507
Acomptes de clients	8 557	(2 522)	(3 292)	1 203
Provisions	2 282	(264)	(144 417)	2 564
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	32 492	17 580	(161 740)	33 823

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies pour le trimestre clos le 28 février 2026 se sont chiffrées à 3,6 millions de dollars en raison principalement d'ajouts d'immobilisations incorporelles d'un montant de 1,5 million de dollars et d'ajouts d'immobilisations corporelles d'un montant de 0,9 million de dollars. Pour le trimestre clos le 28 février 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies s'étaient chiffrées à 1,8 million de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations incorporelles d'un montant total de 1,8 million de dollars.

Pour l'exercice clos le 28 février 2026, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies, excluant le produit tiré de la cession des actifs français, se sont élevées à 7,1 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles d'un montant net de 5,5 millions de dollars et d'ajouts d'immobilisations incorporelles d'un montant de 1,5 million de dollars. Pour l'exercice clos le 28 février 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement des activités poursuivies s'étaient élevées à 10,3 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles d'un montant net de 7,5 millions de dollars et d'ajouts d'immobilisations incorporelles d'un montant de 2,9 millions de dollars.

Activités de financement

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2026, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies se sont chiffrées à 0,4 million de dollars, alors qu'une réduction de 1,2 million de dollars de la dette à long terme et un remboursement d'obligations locatives à long terme de 0,4 million de dollars ont été en partie contrebalancés par une augmentation de 1,2 million de dollars des emprunts bancaires à court terme. Au quatrième trimestre de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies s'étaient élevées à 3,7 millions de dollars, alors qu'une diminution de 5,0 millions de dollars de la facilité de crédit renouvelable avait été en partie contrebalancée par une augmentation nette de 1,8 million de dollars de la dette à long terme.

Au cours de l'exercice 2026, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies se sont élevées à 8,5 millions de dollars en raison principalement du versement de dividendes d'un montant de 8,3 millions de dollars et d'un remboursement de 7,7 millions de dollars de la dette à long terme, en partie contrebalancés par une augmentation de 7,9 millions de dollars de la facilité de crédit renouvelable. Au cours de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement des activités poursuivies s'étaient élevées à 9,8 millions de dollars en raison principalement d'une diminution de 5,0 millions de dollars de la facilité de crédit renouvelable et d'une réduction nette de 3,8 millions de dollars de la dette à long terme.

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente certains taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres et exercices de Velan clos les 28 février 2026 et 2025. Des taux de change moyens sont utilisés pour convertir en dollars américains le chiffre d'affaires et les dépenses libellées en monnaies étrangères des périodes visées, tandis que des taux de clôture sont utilisés pour convertir en dollars américains les actifs et les passifs libellés en monnaies étrangères à la date de clôture des périodes.

		Trimestres clos les		Exercices clos les	
		28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
\$ US/\$ CA	Moyen	0,727 5	0,698 9	0,720 8	0,722 6
	Clôture	0,733 0	0,692 6	0,733 0	0,692 6
\$ US/euro	Moyen	1,152 5	1,041 3	1,152 9	1,070 4
	Clôture	1,180 5	1,041 1	1,180 5	1,041 1

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque du marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables :

Au 28 février 2026 et au 28 février 2025, les montants en cours aux termes des contrats dérivés s'établissent comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de \$ US)		Notionnel (en milliers)	
	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025	28 février 2026	28 février 2025
Contrats de change à terme						
Vente de dollars américains contre des dollars canadiens — de 0 à 15 mois	-	-	-	-	-	-
Achat de dollars américains contre des dollars canadiens — de 0 à 15 mois	-	-	-	-	-	-
Vente d'euros contre des dollars américains — de 0 à 12 mois	-	-	-	-	-	-
Achat d'euros contre des dollars américains — de 0 à 12 mois	1,04 à 1,10	1,04 à 1,10	(45)	(405)	1 000 \$ US	15 005 \$ US

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Le tableau qui suit présente une analyse de sensibilité des expositions aux fluctuations du change les plus importantes de la Société liées à sa position nette dans des instruments financiers de change, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, la dette bancaire, les emprunts bancaires à court terme, les instruments financiers dérivés, les créances d'exploitation, les dettes d'exploitation et charges à payer, les acomptes de clients, la provision pour garanties d'exécution et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer. Un raffermissement hypothétique de 5,0 % des monnaies suivantes aurait eu l'incidence suivante pour les exercices clos les 28 février 2026 et 28 février 2025 :

(en milliers)	Résultat net (perte nette)	
	28 février 2026	28 février 2025
	\$	\$
Raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain	2 329	(1 420)
Raffermissement de l'euro par rapport au dollar américain	2 283	(4)
Raffermissement de la roupie indienne par rapport au dollar américain	680	451

Un fléchissement hypothétique de 5,0 % des monnaies susmentionnées aurait eu l'incidence contraire pour les deux exercices.

Pour les besoins de l'analyse qui précède, le risque de change ne comprend pas la conversion des comptes des filiales dans la monnaie de présentation de la Société. Pour les filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie de présentation (dollar américain) de la Société, ce risque aurait eu une incidence sur les autres éléments du résultat global.

Risques de flux de trésorerie et de juste valeur liés aux taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de la juste valeur liée aux taux d'intérêt. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt à des taux variables, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 28 février 2026, trois clients (quatre en 2025) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 17,0 % (15,8 % en 2025), alors que les dix principaux clients de la Société représentaient 60,6 % (52,8 % en 2025) des créances d'exploitation. De plus, un client représentait 12,3 % du chiffre d'affaires de la Société (13,6 % en 2025).

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'une assurance-crédit versant des prestations si la contrepartie manque aux modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

La correction de valeur pour pertes attendues pour la durée de vie applicable aux créances a été établie comme suit :

Au 28 février 2026					
<i>(en milliers)</i>	Courant	En souffrance depuis plus de 30 jours	En souffrance depuis 31 à 90 jours	En souffrance depuis plus de 90 jours	Total
Taux des pertes attendues	0,000 %	0,000 %	0,000 %	4,011 %	
Valeur comptable brute	40 723	5 107	8 372	15 482	69 684
Correction de valeur pour pertes	-	-	-	621	621

Au 28 février 2025					
<i>(en milliers)</i>	Courant	En souffrance depuis plus de 30 jours	En souffrance depuis 31 à 90 jours	En souffrance depuis plus de 90 jours	Total
Taux des pertes attendues	0,003 %	0,009 %	0,004 %	11,533 %	
Valeur comptable brute	34 505	10 866	5 313	3 286	53 970
Correction de valeur pour pertes	1	1	-	379	381

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les actifs dérivés. Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéances des créances d'exploitation :

<i>(en milliers)</i>	Au	
	28 février 2026	28 février 2025
	\$	\$
Courant	40 347	34 636
En souffrance depuis 0 à 30 jours	5 107	10 866
En souffrance depuis 31 à 90 jours	8 372	5 313
En souffrance depuis plus de 90 jours	15 482	3 285
	69 398	54 100
Moins : correction de valeur pour pertes	(621)	(381)
	68 687	53 719
Autres créances	6 682	8 894
Total des créances d'exploitation	75 369	62 613

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables :

<i>(en milliers)</i>	Exercices clos les	
	28 février 2026	28 février 2025
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	381	224
Charges pour correction de valeur pour pertes	229	166
Recouvrements de créances d'exploitation	-	(3)
Radiations de créances d'exploitation	-	(3)
Change	11	(3)
Solde à la fin de la période	621	381

Risque de liquidité — veuillez consulter l'analyse présentée à la rubrique intitulée « Liquidités et ressources en capital ».

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée à la haute direction en temps opportun, notamment au chef de la direction et au chef de la direction financière, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens attribué à ces termes dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 28 février 2026, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de son contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens attribué à ces termes dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents

annuels et intermédiaires des émetteurs). L'évaluation est fondée sur le guide intitulé Internal Control Integrated Framework (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le chef de la direction et le directeur financier de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu adéquatement et fonctionne de manière efficace au 28 février 2026.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. La Société compte prendre toutes les mesures nécessaires pour minimiser les conséquences de la survenance éventuelle d'une omission dans la communication ou les contrôles et procédures internes ou d'une erreur significative.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA CONCEPTION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice clos le 28 février 2026, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement important qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET HYPOTHÈSES

Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites ci-dessus sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus. Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée.

Les estimations et les hypothèses qui sont particulièrement susceptibles de donner lieu à un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont décrites ci-après :

Stocks

Les stocks doivent être évalués au coût ou, si elle est moins élevée, à la valeur nette de réalisation. Il y a dépréciation des stocks lorsque la valeur de marché estimée des stocks diminuée des coûts de vente variables est inférieure à la valeur comptable des stocks. Cette détermination fait largement appel au jugement de la direction et repose sur l'évaluation faite par la Société des conditions du marché pour ses produits, qui sont fonction des stocks vieillissants, de l'utilisation passée, de la demande future estimative et, dans certains cas, du risque de perte spécifique à des éléments de stocks particuliers. Tout changement dans les hypothèses utilisées pour établir cette évaluation ou les coûts de vente est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable des stocks dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Provisions

Des provisions doivent être constituées au titre des charges possibles relativement à la garantie des produits. La Société estime son exposition aux réclamations pour garantie en tenant compte de l'expérience passée ainsi que de tout problème technique connu et de toute estimation des coûts à engager pour régler les problèmes. La Société estime son exposition aux termes de ces obligations en s'appuyant sur une analyse de toutes les réclamations

identifiées ou attendues. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur de la provision présentée dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée, comme le goodwill, sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des situations indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. La Société examine tous les autres actifs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de dépréciation. La question de déterminer s'il existe des indices d'une possible dépréciation exige un jugement important. Pour établir la valeur recouvrable d'une UGT, la direction prépare des estimations fondées sur des hypothèses telles que le coût moyen pondéré du capital, la marge du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), la croissance des produits des activités ordinaires ou la valeur recouvrable de chacun des actifs. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable de l'UGT.

Impôt sur le résultat

La Société doit estimer son impôt sur le résultat dans chacun des territoires où elle exerce ses activités. Elle doit donc évaluer la probabilité que ses pertes d'exploitation nettes puissent être utilisées pour réduire ses bénéfices imposables futurs, et évaluer les positions adoptées dans les déclarations fiscales en ce qui a trait à des situations dans lesquelles la réglementation fiscale en vigueur est sujette à interprétation. Dans l'éventualité où ces évaluations seraient modifiées, la charge d'impôt sur le résultat serait ajustée, et un ajustement correspondant serait apporté aux soldes d'impôt sur le résultat dans l'état consolidé de la situation financière.

JUGEMENTS CRITIQUES AUX FINS DE L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES

Jugements critiques aux fins de l'application des méthodes importantes de la Société

Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la Société dégage un bénéfice imposable auquel ces écarts temporaires puissent être imputés. Les actifs d'impôt différé sont soumis à un examen à chaque date de clôture et modifiés s'il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe soit réalisé. La Société estime que les bénéfices imposables futurs seront suffisants pour réaliser ces actifs.

Normes et modifications comptables publiées, mais non encore adoptées

La nouvelle norme suivante a été publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et n'est pas encore en vigueur pour les états financiers consolidés de la Société. La Société n'a pas adopté cette norme de manière anticipée.

IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers

En avril 2024, l'IASB a publié l'IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers, qui remplace l'IAS 1 Présentation des états financiers. L'IFRS 18 introduit de nouvelles exigences relatives à la présentation de la performance financière, notamment la classification des produits et des charges dans des catégories définies ainsi que la présentation de nouveaux sous-totaux obligatoires dans l'état du résultat net. La norme introduit également des exigences de communication d'informations renforcées, notamment la divulgation de mesures de performance définies par la direction, ainsi que des principes actualisés en matière de regroupement et de décomposition des informations financières.

L'IFRS 18 est en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1er janvier 2027, avec adoption anticipée autorisée. La Société ne prévoit pas d'adopter cette norme de manière anticipée. L'adoption de l'IFRS 18 ne devrait pas avoir d'incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des montants dans les états financiers consolidés, mais entraînera des modifications en matière de présentation et de divulgation.

Normes et modifications en vigueur le 1^{er} janvier 2026

Les modifications apportées à l'IFRS 9 Instruments financiers et à l'IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir, incluant les modifications relatives à la classification et à l'évaluation des instruments financiers, aux contrats référençant l'électricité dépendante de la nature, ainsi que les améliorations annuelles des normes comptables IFRS, sont en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. La Société évalue actuellement ces modifications et ne prévoit pas qu'elles auront une incidence significative sur les états financiers consolidés.

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Nature cyclique des marchés d'utilisateurs finaux, volatilité des prix des produits de base et autres facteurs macroéconomiques

La demande des produits de la Société dans un secteur ou dans un marché donné peut varier considérablement selon le niveau d'activité économique dans le secteur ou le marché en cause. De telles variations peuvent être atténuées par le fait que les ventes de la Société sont diversifiées sur le plan géographique et par la diversité des marchés des utilisateurs finaux. Rien ne garantit toutefois qu'une récession ou un ralentissement économique dans certains secteurs ou territoires, notamment le ralentissement actuel dans le secteur du pétrole et du gaz, n'aurait pas un effet défavorable important sur les ventes de la Société.

La volatilité des prix des produits de base peut avoir un effet défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Les prix du pétrole brut et du gaz naturel ont connu une volatilité importante au cours des dernières périodes et sont intrinsèquement sujets à des fluctuations rapides et substantielles. Ces prix peuvent évoluer en réponse à des variations relativement mineures de l'offre et de la demande, à l'incertitude des marchés, aux tensions géopolitiques et à d'autres facteurs échappant au contrôle de la Société. La volatilité des prix des matières premières représente un risque important pour les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les perspectives d'avenir de la Société.

Les prix du pétrole brut et du gaz naturel sont influencés par de nombreux facteurs, incluant, sans s'y limiter : les fondamentaux mondiaux de l'offre et de la demande ; les conditions économiques mondiales et régionales ; les mesures prises par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (« OPEP »), l'OPEP+ et d'autres nations productrices ; les politiques gouvernementales, les réglementations, la fiscalité et les régimes fiscaux; l'instabilité politique et les développements géopolitiques; les contraintes relatives aux infrastructures et à la capacité de transport des hydrocarbures vers les marchés nationaux et internationaux; les développements du marché du gaz naturel liquéfié (« GNL »); la disponibilité, les prix et l'adoption des sources d'énergie alternatives et renouvelables; ainsi que les variations saisonnières et les conditions météorologiques extrêmes.

Des périodes prolongées de bas prix des matières premières pourraient réduire les revenus, les flux de trésorerie, les provisions et les valeurs des provisions de la Société, et pourraient compromettre la viabilité économique de certaines activités. De telles conditions pourraient entraîner des dépréciations d'actifs, des révisions à la baisse des provisions, des réductions des dépenses d'investissement ou des limitations sur la capacité de la Société à financer ses activités et son développement futurs. De plus, une forte volatilité des prix pourrait accroître l'incertitude dans la planification à long terme et nuire à la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie d'affaires. La Société est exposée au risque de fluctuation de l'inflation.

Politiques commerciales et tarifs douaniers

En tant qu'organisation opérant à l'échelle mondiale, les activités de Velan sont soumises aux politiques gouvernementales relatives aux restrictions à l'importation et au commerce, aux acquisitions d'entreprises, au soutien aux ventes à l'exportation et aux politiques commerciales mondiales, y compris les pratiques

commerciales régionales spécifiques. Par conséquent, Velan est exposée aux risques associés à l'évolution des priorités des gouvernements et des organisations supranationales.

En outre, les politiques commerciales protectionnistes et les modifications de l'environnement politique et réglementaire dans les marchés où Velan exerce des activités — tels que les contrôles des changes à l'importation et au commerce, les droits de douane et autres obstacles commerciaux, les initiatives gouvernementales d'approvisionnement local, les contrôles des prix ou des taux de change, les mesures de rétorsion à l'égard de telles politiques ou mesures de protection commerciale, ainsi que les modifications potentielles des accords de libre-échange — pourraient affecter les activités de Velan sur plusieurs marchés nationaux, perturber la chaîne d'approvisionnement, avoir une incidence sur les ventes et la rentabilité, et rendre difficile le rapatriement des bénéfices.

En particulier, les décrets présidentiels signés par le Président des États-Unis en février 2025 imposant des droits de douane sur certaines importations en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine, ainsi que tout droit de douane supplémentaire, toute mesure de rétorsion ou toute autre action protectionniste commerciale mise en œuvre ou susceptible de l'être à cet égard, ont introduit et pourraient continuer d'introduire une incertitude dans l'environnement commercial. De telles mesures pourraient avoir une incidence négative importante sur les ventes des produits de Velan aux clients aux États-Unis et pourraient être perturbantes et coûteuses pour les activités de production et la chaîne d'approvisionnement de la Société. L'imposition, l'élargissement ou la poursuite de tarifs douaniers ou d'autres restrictions commerciales pourrait contraindre la Société à s'approvisionner en composants auprès de fournisseurs alternatifs ou à modifier ou délocaliser certaines activités de production afin d'atténuer l'exposition aux tarifs douaniers. Ces mesures pourraient perturber les chaînes d'approvisionnement établies, entraîner une augmentation des coûts d'exploitation et nécessiter une attention significative de la direction. L'augmentation des coûts découlant des droits de douane ou des efforts d'atténuation connexes pourrait réduire la compétitivité des produits de Velan sur les marchés nationaux et internationaux. De plus, l'évolution des politiques commerciales et la possibilité de modifications supplémentaires des tarifs de douane ou des accords commerciaux pourraient accroître l'incertitude pour la Société et ses clients, rendant plus difficile la planification ou l'engagement d'investissements à long terme et d'arrangements commerciaux. Velan continue de surveiller les développements de la politique commerciale mondiale et a constitué un comité de direction chargé d'évaluer les impacts potentiels et d'examiner les stratégies d'atténuation disponibles. Toutefois, aucune assurance ne peut être donnée que : (i) les droits de douane existants seront réduits ou éliminés ; (ii) aucun droit de douane supplémentaire, mesure de rétorsion ou modification des accords commerciaux ne sera introduit ; ou (iii) les mesures prises par la Société seront suffisantes pour éviter ou atténuer les effets négatifs de telles mesures. La survenance de l'un ou l'autre de ces événements, même à titre temporaire, pourrait entraîner des retards, des annulations ou des modifications des commandes des clients, le remboursement d'acomptes avant livraison (déduction faite des dommages-intérêts forfaitaires applicables), une réduction des nouvelles commandes affectant négativement le carnet de commandes et les flux de trésorerie, ainsi qu'une baisse de la rentabilité en raison de volumes de ventes réduits et/ou de coûts plus élevés. De tels résultats pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur les activités, la situation financière, les flux de trésorerie et les résultats d'exploitation de Velan.

Concurrence

Les pressions de la concurrence dans les marchés de la Société pourraient entraîner une perte de parts de marché, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur le chiffre d'affaires, les marges et le résultat net. De plus, la Société livre concurrence à des fabricants qui sont établis dans des pays où les salaires sont peu élevés et offrent de la robinetterie à des prix moins élevés que ceux de la Société. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de soutenir la concurrence de ses concurrents actuels et futurs ni que cette concurrence n'aura pas d'effet défavorable important sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes de la Société est constitué de commandes que la Société considère comme étant fermes. Il s'agit d'un indicateur du chiffre d'affaires futur. Toutefois, rien ne garantit qu'il n'y aura pas ultérieurement d'annulations ou d'ajustements, que le carnet de commandes générera des bénéfices et aucune garantie ne peut être donnée quant au moment auquel le chiffre d'affaires et les bénéfices tirés de ce carnet de commandes seront comptabilisés.

Dépendance envers le personnel clé

La Société dépend des compétences et de l'expérience des membres de sa haute direction et d'autres employés clés. Rien ne garantit que la Société pourra maintenir à son service ces membres de la haute direction et employés clés. Le départ éventuel de plusieurs d'entre eux pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société.

Risque de change

En raison de la composition géographique de sa clientèle et de ses activités, la Société est exposée au risque de change. La Société conclut des contrats de change à terme pour gérer une partie de son risque net à l'égard des monnaies étrangères. Ces contrats à terme comportent un risque de crédit inhérent lié au manquement aux obligations des contreparties, risque que la Société gère en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières bien établies qui, d'après elle, seront en mesure de respecter leurs obligations. Le risque de change pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Restrictions liées à la dette

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. Les facilités de crédit et l'acte régissant les billets de premier rang de la Société comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui limitent, entre autres choses, la mesure dans laquelle la Société pourra faire ce qui suit :

- contracter des emprunts;
- verser des dividendes sur ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés;
- faire des placements;
- vendre des actifs, y compris les actions de ses filiales;
- garantir d'autres dettes;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales faisant l'objet de restrictions;
- conclure des opérations avec des membres de son groupe;
- créer ou prendre en charge des privilèges ou des sûretés garantissant les dettes;
- conclure des opérations de vente ou de transfert ou des opérations de cession-bail;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises;
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de son actif.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux. La facilité de crédit actuelle de la Société comprend d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces clauses et engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire certaines de ses activités et certains de ses plans de croissance. Les clauses restrictives qui sont prévues dans l'acte régissant les billets de premier rang de la Société, ainsi que la facilité de crédit de la Société, ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux placements minoritaires ou aux filiales ne faisant l'objet d'aucune restriction.

Risque de taux d'intérêt et de financement par emprunt

Une partie du passif de la Société est constituée de titres d'emprunt à taux d'intérêt variable. De ce fait, la Société est exposée au risque de fluctuation des taux d'intérêt. Ce risque pourrait avoir une incidence défavorable sur ses résultats d'exploitation. À l'échéance de ces instruments, la Société pourrait également ne pas être en mesure de refinancer ces instruments ou de les refinancer à des conditions favorables pour la Société. De plus, les modalités de la dette de la Société prévoient qu'en cas de défaut, cette dette devient immédiatement exigible. Le défaut de refinancer la dette existante à des conditions favorables ou de ne pas respecter les conditions de cette dette pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Disponibilité et prix des matières premières

Le prix des matières premières, principalement de l'acier, représente une part substantielle des coûts de fabrication de la Société. Dans le passé, il a connu des fluctuations et, dans certains cas, a eu tendance à être volatil. Rien ne garantit que la Société réussira à transmettre à sa clientèle les augmentations de coûts découlant de la hausse du prix des matières premières en augmentant ses prix de vente, ou à absorber ces augmentations des coûts sans avoir une incidence négative sur ses marges bénéficiaires.

De plus, il se produit à l'occasion des pénuries de certaines matières premières. Habituellement, ces pénuries ne durent pas longtemps, et la Société est généralement en mesure de satisfaire ses besoins. Toutefois, rien ne garantit que la Société aura des sources d'approvisionnement suffisantes pour satisfaire tous ses besoins en temps opportun, notamment dans le contexte des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale découlant du conflit en Ukraine.

Relations de travail

Un grand nombre d'employés de la Société sont couverts par des conventions collectives et certaines de ces ententes sont arrivées à échéance en 2025 et ont été renouvelées avec succès jusqu'en 2028. Bien que la Société ait réussi par le passé à négocier le renouvellement de ces conventions, rien ne garantit que ce sera le cas dans l'avenir. L'incapacité de renégocier des conventions collectives pourrait entraîner des arrêts de travail ou une hausse des frais de main-d'œuvre, ce qui aurait un effet défavorable sur les résultats.

Dépendance envers les fournisseurs clés

La Société compte plusieurs fournisseurs clés avec lesquels elle a investi dans la fabrication de matrices à forger et de modèles à couler. Bien que la Société dispose d'autres sources d'approvisionnement pour la plupart de ses achats de matériel, la perte d'un fournisseur clé pourrait avoir sur elle des répercussions défavorables.

Dépendance envers les distributeurs et les agents commerciaux

La capacité de ses distributeurs et agents commerciaux indépendants de vendre ses produits dans leurs marchés respectifs a une incidence directe sur la Société. Le succès durable de la Société est par conséquent lié à sa capacité d'attirer et de retenir les services des distributeurs et des agents commerciaux dont elle a besoin pour soutenir ses activités actuelles et poursuivre sa croissance.

Ententes contractuelles visant des projets

Pour faire face à la concurrence dans la vente de robinets, la Société pourrait conclure des contrats prévoyant la fabrication de robinets à des prix déterminés pour livraison à une date fixe ou selon des échéanciers fixes. Ces contrats peuvent comporter des risques élevés en raison d'une augmentation imprévue des coûts ainsi que de conditions contractuelles plus strictes. Bien que les modalités des contrats puissent varier d'un client à l'autre, les retards de production et d'autres critères de performance peuvent entraîner des dommages-intérêts fixés à l'avance et d'autres pénalités en cas de non-exécution ou d'autres problèmes de garantie imputables aux modalités et conditions plus strictes de ces contrats.

Risques économiques et politiques associés aux ventes et aux activités internationales

Étant donné que la Société vend et fabrique ses produits partout dans le monde, elle est exposée aux risques liés aux activités internationales, notamment aux changements de l'environnement politique et réglementaire sur les marchés où elle opère, qui résultent, entre autres, de l'évolution des priorités des gouvernements et des agences supranationales. Par exemple, l'adoption et/ou le soutien continu de politiques commerciales protectionnistes pourraient avoir un impact négatif sur la circulation des biens, des services et des personnes à travers les frontières, y compris en Amérique du Nord et, par conséquent, sur les ventes et la rentabilité de l'entreprise.

Les activités et les résultats d'exploitation de l'entreprise pourraient également être affectés par des modifications de la législation fiscale, des possibilités d'expropriation et d'embargo, des restrictions de change et des perturbations politiques, militaires et/ou terroristes ou des modifications de l'environnement réglementaire.

Risques géopolitiques mondiaux

La Société est exposée aux risques découlant de l'instabilité géopolitique persistante et potentielle dans différentes régions du monde. Les conflits armés, les tensions politiques, les différends commerciaux, les sanctions économiques, les actes de terrorisme, les troubles civils et les changements dans les relations internationales entre pays, y compris ceux impliquant les grandes puissances mondiales ou régionales, se sont intensifiés ces dernières années et pourraient se poursuivre ou s'accroître. Ces développements géopolitiques peuvent engendrer une augmentation de l'incertitude politique et économique mondiales, une volatilité des marchés et des perturbations des échanges commerciaux et des systèmes financiers mondiaux. Les gouvernements et les organisations internationales ont imposé, et pourraient continuer d'imposer, des sanctions économiques, des contrôles à l'exportation, des restrictions à l'importation et d'autres mesures restrictives à l'encontre de certains pays, entités ou individus en réponse à des événements géopolitiques. Ces mesures pourraient affecter la capacité de la Société à mener ses activités dans certains marchés, à exécuter des contrats existants, à effectuer des transactions transfrontalières ou à s'approvisionner en matériaux, composants ou services auprès de fournisseurs. Le respect de ces mesures pourrait également contraindre la Société à suspendre, modifier ou mettre fin à certaines relations commerciales ou transactions, ce qui pourrait entraîner des retards, des pertes de revenus, des hausses de coûts ou des litiges contractuels.

L'instabilité politique pourrait en outre contribuer à des perturbations des chaînes d'approvisionnement, à une augmentation des coûts de transport et de logistique, à des pénuries de matières premières ou de composants, à des fluctuations des taux de change, à des pressions inflationnistes et à une réduction de la demande des clients dans certains marchés. Toute escalade ou détérioration des conditions géopolitiques pourrait affecter négativement les clients et les fournisseurs de la Société, avec des répercussions potentielles sur les niveaux de commandes, les calendriers de produits, les délais de livraison et l'efficacité opérationnelle globale. La Société surveille les développements géopolitiques et les exigences réglementaires applicables et s'efforce de mener ses activités en conformité avec l'ensemble des lois, sanctions ou restrictions commerciales applicables. Cependant, aucune assurance ne peut être donnée que les développements géopolitiques, ou les mesures prises par les gouvernements ou les organismes supranationaux en réponse à ceux-ci, n'auront pas d'incidence négative significative sur les activités, la situation financière, les flux de trésorerie et les résultats d'exploitation de la Société.

Cas de force majeure

Les cas de force majeure sont des événements ou des circonstances imprévisibles qui sont indépendants de la volonté de la Société. Ils comprennent notamment l'instabilité politique, la guerre, le terrorisme, les grèves, les émeutes et la criminalité, ainsi que les événements liés aux conditions météorologiques ou sismiques rigoureuses, tels que les tremblements de terre, les ouragans, les tsunamis, les tornades, les tempêtes de verglas, les inondations et les éruptions volcaniques. Le risque d'un cas de force majeure est imprévisible et peut entraîner des retards ou des annulations de commandes et de livraisons aux clients, des retards dans la réception des matériaux provenant des fournisseurs, des dommages aux installations ou aux équipements, des lésions corporelles ou des décès et la possibilité de responsabilité légale.

Responsabilité du fait du produit et autres genres de poursuites

À l'instar d'autres entreprises manufacturières internationales, la Société a déjà fait et pourrait encore faire l'objet de diverses réclamations en matière de responsabilité ou d'autres poursuites liées à ses activités commerciales, notamment des responsabilités et dépenses potentielles en raison de vices ou de défaillances possibles de ses produits. La Société souscrit à une assurance complète de responsabilité civile générale qui, à son avis, est généralement conforme aux pratiques de son secteur d'activité. Néanmoins, cette couverture d'assurance ne couvre pas certains types de réclamations qui pourraient être présentées contre la Société. Les primes de l'assurance responsabilité civile générale ont également augmenté considérablement au cours des dernières années. En conséquence, la Société n'est pas certaine qu'elle pourra continuer d'obtenir une assurance de responsabilité civile générale à des coûts raisonnables ou, si une telle couverture est offerte, qu'elle couvrira adéquatement sa responsabilité.

Risque lié à la santé et à la sécurité

La Société s'efforce d'offrir à ses employés, à ses sous-traitants et à ses visiteurs un environnement sécuritaire et exempt de risque pour la santé. Elle a mis en œuvre dans toutes ses installations des politiques et des procédures pour assurer le respect de l'ensemble des lois, des règlements et des normes en matière de santé et de sécurité.

Réglementation environnementale

Les activités et les biens de la Société sont soumis à des lois et à des règlements de plus en plus sévères en matière de protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'évacuation d'eau et d'air, la gestion et l'élimination des déchets et la sécurité des employés. Ces lois et règlements prévoient des amendes élevées en cas d'infraction, l'arrêt de l'exploitation dans certaines circonstances, l'installation de matériel de contrôle de la pollution coûteux ou la réalisation de travaux coûteux de remise en état des lieux. En outre, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires ou l'application plus stricte de la législation et de la réglementation en vigueur, la découverte d'une contamination inconnue précédemment ou l'imposition de nouvelles exigences en matière de remise en état pourraient entraîner des coûts supplémentaires importants pour la Société.

Contrôles à l'égard de la communication et de l'information financière

Conformément au Règlement 52-109, il incombe au chef de la direction et au chef de la direction financière de la Société de concevoir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information et d'en évaluer l'efficacité. Il leur incombe également de concevoir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis conformément aux IFRS. Tout système de contrôle comporte des restrictions inhérentes et est fondé en partie sur la possibilité ou la probabilité d'événements futurs. Par conséquent, un système de contrôle interne ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs seront atteints.

Contrôle de la Société

Société Holding Velan Ltée (l'« actionnaire contrôlant ») est propriétaire de 15 566 567 actions à droit de vote multiple, ce qui représente au total environ 92,8 % des droits de vote rattachés au capital de la Société. Le contrôle des droits de vote permet à l'actionnaire contrôlant de décider de toutes les questions nécessitant l'approbation des actionnaires. L'actionnaire contrôlant a indiqué à la Société que la vente des actions nécessite le consentement de certains membres de la famille Velan et leurs entités contrôlées.

L'actionnaire contrôlant a, dans les faits, suffisamment de droits de vote pour empêcher un changement de contrôle de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur le cours et la liquidité des actions à droit de vote subalterne. La vente par l'actionnaire contrôlant d'un nombre important d'actions à droit de vote subalterne à l'exercice des droits de conversion rattachés aux actions à droit de vote multiple pourrait avoir une incidence négative sur le cours et la liquidité des actions à droit de vote subalterne.

Impôt sur le résultat et autres risques fiscaux

La Société exerce ses activités dans un certain nombre de territoires fiscaux et effectue une grande quantité d'opérations d'achat et de vente transfrontalières. Les règlements fiscaux de certains pays deviennent plus complexes. Une ou plusieurs autorités fiscales pourraient être en désaccord avec le traitement fiscal adopté par la Société, ce qui entraînerait des coûts de défense et peut-être des cotisations fiscales.

Respect de la législation de pays étrangers

En raison de la nature mondiale de ses activités, la Société est assujettie à des systèmes de lois et de règlements souvent complexes qui diffèrent d'un pays à l'autre. Ces lois et règlements comprennent notamment des lois anticorruption, des contrôles des exportations et des douanes, des contrôles du change, des règlements sur la fixation des prix de cession interne ainsi que des sanctions économiques imposées par les autorités gouvernementales. Le non-respect de ces lois pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats et entraîner des sanctions criminelles, civiles et administratives. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour s'assurer que ces lois sont respectées par ses employés et ses représentants.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les activités de la Société en Chine et à Taïwan sont exercées avec des partenaires qui sont des entités détenant des participations ne donnant pas le contrôle. La réussite de ces entreprises est tributaire de la performance satisfaisante des partenaires dans l'exécution de leurs obligations. Le défaut de ces partenaires de s'acquitter de leurs obligations pourrait imposer des obligations financières et des obligations de performance additionnelles à la Société et pourrait avoir une incidence défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

Cybersécurité

Les réseaux informatiques de la Société sont essentiels au fonctionnement quotidien et contiennent des informations sur les finances, le personnel, les produits, les clients et les fournisseurs de la Société. Les risques liés à la cybersécurité sont de plus en plus complexes, variés et nombreux. Une atteinte importante à la cybersécurité peut avoir des conséquences, telles que la perte d'informations clés, une atteinte à la réputation et la perturbation des activités, lesquelles peuvent également être très nuisibles sur le plan financier. Bien que la Société consacre des ressources considérables au maintien et à la protection de ses réseaux informatiques, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de prévenir ou de détecter une atteinte potentielle à la sécurité de ses réseaux ou d'y réagir adéquatement, car, entre autres facteurs, les menaces à la cybersécurité sont en constante mutation et il peut être difficile de prévoir ces menaces et de les détecter immédiatement. L'omission de prévenir ou de détecter une atteinte aux réseaux de technologie de l'information de la Société, ou d'y répondre, pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société présente des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société présente aussi des mesures supplémentaires qui sont définies à la fin du présent rapport. Des rapprochements et des définitions sont présentés ci-après.

Résultat net (perte nette) ajusté(e), Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action, Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») et BAIIA ajusté

	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	28 février 2026 \$	28 février 2025 \$	28 février 2026 \$	28 février 2025 \$
<i>(en milliers, sauf les montants par action; les montants étant arrondis, il se peut que des sommes ne correspondent pas aux totaux indiqués)</i>				
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) des activités poursuivies avec le résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies et le résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies par action</i>				
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(3 852)	(16 056)	15 310	(67 246)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Coûts liés à l'amiante	754	2 466	-	76 211
Coûts de transactions	1 096	12 234	8 690	17 788
Autres frais de restructuration	-	-	-	89
Actifs d'impôt différé liés aux transactions	-	(3 543)	-	(20 242)
Recouvrement d'impôt ponctuel sur la transaction réalisée	-	-	(23 110)	-
Résultat net (perte nette) ajusté(e) des activités poursuivies	(2 002)	(4 899)	890	6 600
par action — de base et dilué(e)	(0,09)	(0,23)	0,04	0,31
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) des activités poursuivies avec le BAIIA ajusté des activités poursuivies</i>				
Résultat net (perte nette) des activités poursuivies	(3 852)	(16 056)	15 310	(67 246)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Amortissement des immobilisations	1 815	1 775	6 899	6 864
Amortissement des immobilisations incorporelles et coûts de financement	621	577	2 276	2 133
Charges financières	734	(1 229)	1 627	(263)
Impôt (recouvrement d'impôt) sur le résultat	2 431	(558)	(15 052)	(14 551)
BAIIA	1 749	(15 491)	11 060	(73 064)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Coûts liés à l'amiante	754	2 466	-	76 211
Coûts liés aux transactions	1 491	16 645	9 614	24 201
Autres frais de restructuration	-	-	-	121
BAIIA ajusté	3 994	3 620	20 674	27 470

Les termes « résultat net ajusté » et « perte nette ajustée » s'entendent du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré(e) d'ajustements, déduction faite de l'impôt sur le résultat, pour les coûts liés à la transaction proposée, les frais de restructuration et la provision au titre de l'amiante. Le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par action s'obtient en divisant le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ajusté majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, du montant net des charges financières et de la provision pour charge d'impôt sur le résultat. Le terme « BAIIA ajusté » s'entend du BAIIA majoré d'ajustements pour les coûts liés à l'opération proposée, les frais de restructuration et la provision au titre de l'amiante. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles commandes nettes » et « nouvelles commandes » s'entendent des commandes fermes, déduction faite des annulations, comptabilisées par la Société au cours d'une période déterminée. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant des nouvelles commandes au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication de la performance des activités de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles commandes prises en charge par la Société et restant à livrer. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant du carnet de commandes de la Société au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication des défis opérationnels auxquels la Société devra faire face et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.